

LA PRESSE EN REVUE...

MARDI 30 MAI 2017

SOMMAIRE

- 1) Retour à l'envoyeur
- 2) Une trahison de plus ou de moins, plus rien ne surprend
- 3) On achève bien le PS
- 4) Le retour du bâton...
- 5) Elle devient gaga...



Diez Gérard La Presse en Revue

I) Comment Jean-Luc Mélenchon retourne la poursuite en diffamation de la Société générale contre lui en argument de campagne



JEAN-LUC MÉLENCHON EST CONVOQUÉ CHEZ LE JUGE LE 26 JUIN PROCHAIN APRÈS LA PLAINTE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE POUR DIFFAMATION. © FRANCOIS LO PRESTI / AFP



Victor Dhollande-Monnier
victor.dhollande@europe1.fr

MAIS AUSSI

1) Mélenchon parle de Cazeneuve comme du "gars qui s'est occupé de l'assassinat de Rémi Fraisse"

Jean-Luc Mélenchon a lui-même annoncé mercredi 24 mai **être convoqué le 26 juin prochain par un juge** après la plainte de la Société générale pour diffamation. L'ex-candidat à la présidentielle est poursuivi par la banque "pour avoir pointé sa responsabilité dans le scandale d'évasion fiscale des Panama Papers il y a un an". Mais le candidat de La France insoumise (LFI) aux élections législatives à Marseille ne désarme pas, bien au contraire. En estimant que "la finance le traque", il se place comme une victime et retourne cette convocation judiciaire en argument de campagne. Astucieux.

"J'avais alors qualifié ses dirigeants de 'menteurs' [à voir ici, ndlr] et demandé qu'ils soient châtiés pour avoir menti devant une commission d'enquête parlementaire", rappelle d'abord Jean-Luc Mélenchon dans un communiqué publié sur son site internet. Il accuse ensuite les "dirigeants" de la Société générale "d'instrumentaliser la justice pour intimider ceux qui leur résistent et parlent clair à leur sujet" :

La finance sait que nous sommes ses ennemis irréductibles. Ceux qui mentent devant une commission d'enquête parlementaire et agissent depuis les paradis fiscaux se croient tout permis. Ils veulent instrumentaliser la justice pour intimider ceux qui leur résistent et parlent clair à leur sujet. La finance pense que la présidence Macron crée un environnement favorable pour organiser la chasse à ses opposants. **Je me place donc sous la protection des électeurs.**

Le quatrième de la présidentielle, qui a encore **défouraillé à tout va sur "la troupe" d'Emmanuel Macron** ce mercredi, sous-entend clairement que la finance veut faire taire ceux qui la critiquent. Et donc lui-même.

Pour mieux se poser en victime, Jean-Luc Mélenchon a même dégainé une affiche façon western. Il y pose comme un individu recherché par... la Société générale, **revisitée pour l'occasion en "Société du Panama"**.



Soulignant que sa convocation "tombe en pleine campagne des législatives", Jean-Luc Mélenchon estime qu'"en votant le 11 juin pour les candidats de La France insoumise, les Français voteront pour mettre au pas la finance et éradiquer la fraude et l'évasion fiscales". **En gros, si vous êtes contre la finance, il faut voter pour lui.**

Au passage, le candidat aux législatives glisse une petite vacherie à sa meilleure ennemie. "Je me rendrai à la convocation 26 juin comme n'importe quel citoyen le fait en pareil cas sauf madame Le Pen", ironise-t-il. La FN à la présidentielle avait refusé le 10 mars dernier de se rendre à une convocation des juges dans le cadre de l'affaire des collaborateurs parlementaires. Ce qu'elle devrait faire après les législatives.

lelab.europe1.fr



Jean-Luc Mélenchon. © AFP



Sébastien Tronche
sebastien.tronche@europe1.fr

Grosse tension entre Jean-Luc Mélenchon et Bernard Cazeneuve lors de cette campagne pour les élections législatives. Au cœur de l'affrontement de ces derniers jours : Rémi Fraisse, ce militant tué par une grenade lancée par un gendarme à Sivens en octobre 2014 quand Bernard Cazeneuve était ministre de l'Intérieur.

En meeting à Marseille, où le candidat de la France insoumise à la présidentielle brigue la députation, Jean-Luc Mélenchon s'en est pris au dernier Premier ministre du quinquennat de François Hollande, l'accusant d'être le "gars qui s'est occupé de l'assassinat de Rémi Fraisse" :

Comment il s'appelle là le dernier que son nom m'échappe qui était Premier ministre ? Comment vous l'appellez ? Oui, Cazeneuve, le gars qui s'est occupé de l'assassinat de Rémi Fraisse. Le gars qui a fait gazé, matraqué, toutes les manifestations et qui prend maintenant sa tête de petit sainte-nitouche pour dire que c'est moi qui ne sait pas choisir entre le Front national et je sais pas qui. (...) Encore une fois vous essayez de tromper les gens. Encore une fois vous essayez de leur faire peur.

Une violente saillie filmée par les caméras de C Politique, l'émission politique dominicale de France 5, qui la diffuse ce dimanche 28 mai :

"Qui est-ce qui a tué Rémi Fraisse sauf erreur ? C'est pas moi ? Non ?", a ajouté Jean-Luc Mélenchon. Des propos tenus le 24 mai et qui ne pouvaient laisser Bernard Cazeneuve sans réponse. Dans une déclaration transmise à l'AFP le 26 mai, l'ancien premier flic de France a ainsi répondu au leader de la France insoumise :

Jean-Luc Mélenchon a sans doute gagné le premier prix de l'outrance à l'occasion du dernier dîner organisé par l'alliance bolivarienne, et s'en est trouvé grisé. On ne peut pas lui en vouloir, c'est tellement narcissisant. (...) Son discours de haine, ses accusations abjectes à mon encontre, montrent que dans sa dérive politique et morale, Jean-Luc Mélenchon ne s'interdit plus rien. Sa violence, ses insultes ne m'impressionnent pas. Elles apportent la démonstration de ce qu'il est vraiment.

La tension n'a cessé de monter entre Jean-Luc Mélenchon et les socialistes depuis l'entre-deux-tours, quand le quatrième homme de la présidentielle n'avait pas appelé à voter pour Emmanuel Macron contre Marine Le Pen. "L'avenir de la gauche, ce n'est pas **la gauche populiste de Mélenchon qui n'a pas eu le courage moral de distinguer entre Macron et Le Pen !**", avait tancé Bernard Cazeneuve.

Un Bernard Cazeneuve qui avait livré plusieurs passes d'arme avec les écolos et la gauche de la gauche après le décès de Rémi Fraisse.

S'il avait estimé, un an après le drame, qu'il aurait du "**être beaucoup plus dans l'expression de la tristesse**", Bernard Cazeneuve, **alors soutenu par la droite**, avait déjà réglé ses comptes à l'Assemblée nationale. **Notamment avec François de Rugy.**

[Edit 19h45] Le PS dénonce des "propos diffamatoires"

Dans un communiqué diffusé ce dimanche soir, le Parti socialiste a pris la défense de Bernard Cazeneuve face à Jean-Luc Mélenchon, les condamnant "fermement". Le PS dénonce également des **propos "diffamatoires et volontairement provocateurs"** qui "ne sauraient faire oublier que Jean-Luc Mélenchon n'a pas voulu prendre position contre Marine Le Pen au 2nd tour de la présidentielle". Et d'ajouter :

Le leader de la France insoumise, en perte de vitesse, tente de relancer grossièrement sa campagne en estimant que Bernard Cazeneuve s'est occupé de l'assassinat de Rémi Fraisse.

lelab.europe1.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

2) Emmanuel Macron. Une cote de confiance au plus bas pour un président élu



Moins d'une semaine après son investiture, 46% des personnes interrogées disent ne pas faire confiance au nouveau chef de l'Etat pour affronter les problèmes du pays. | Reuters

Emmanuel Macron et Édouard Philippe jouissent d'une moins bonne cote de confiance que leurs prédécesseurs lors de leur entrée en fonction. Seulement 45 % des Français font confiance au nouveau président et 36 % à Édouard Philippe, selon le premier baromètre Elabe.

Pas d'état de grâce pour Emmanuel Macron, et son Premier ministre, Edouard Philippe. Selon le premier baromètre Elabe consacré au nouvel exécutif diffusé jeudi, moins d'une semaine après son investiture, 46 % des personnes interrogées disent ne pas faire confiance au nouveau chef de l'Etat pour affronter les problèmes du pays. 9 % sont sans opinion, selon cette enquête pour Les Echos et Radio classique.

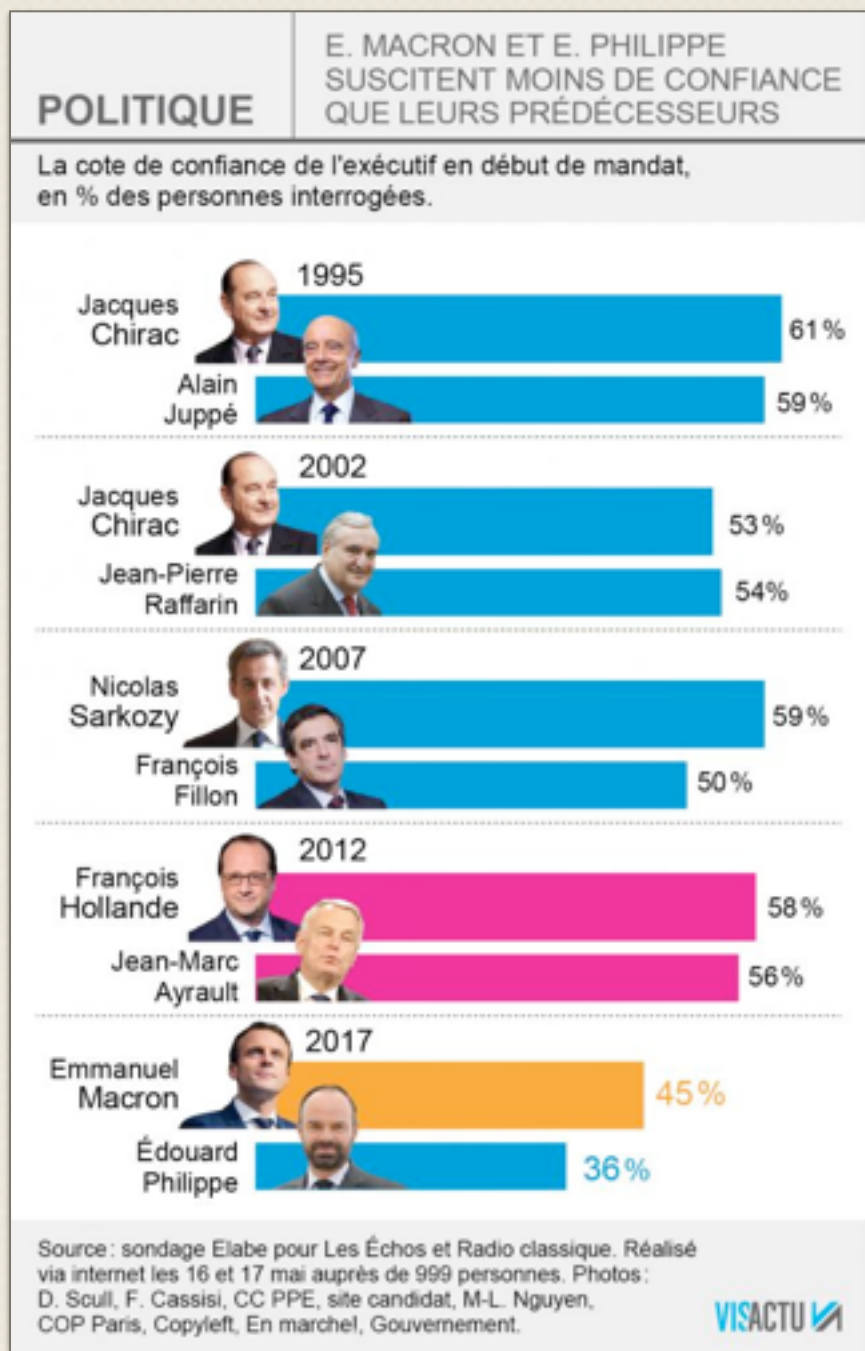
La confiance dans le nouveau chef du gouvernement est encore plus limitée. Les Français ne sont que 36 % à faire confiance à Édouard Philippe. 43 % ne lui font pas confiance pour affronter les problèmes de la France. 21 % sont toutefois sans opinion, compte tenu de sa faible notoriété.

Plus faible qu'Hollande, Sarkozy ou Chirac

Ces chiffres sont bien inférieurs à ceux observés pour leurs prédécesseurs. En mai 2012, François Hollande, alors fraîchement élu président de la République, voyait sa cote de confiance s'établir à 58 %, son Premier ministre de l'époque, Jean-Marc Ayrault, ayant la confiance de 56 % des Français. En juin 2007, quelques semaines après l'élection de Nicolas Sarkozy, la cote de confiance de celui-ci était de 59 % alors que François Fillon se contentait de 50 %. Cinq ans auparavant, Jacques Chirac inaugurait son second mandat avec une cote de confiance de 53 %, un chiffre légèrement inférieur celui de son Premier ministre d'alors, Jean-Pierre Raffarin (54 %).

En 1995, la cote de confiance de Jacques Chirac était supérieure à 60 % (61

%), alors qu'Alain Juppé, son Premier ministre, avait la confiance de 59 % des Français. Elle était de 74 % pour François Mitterrand en 1981, et de 57 % en 1988. En 1974, Valéry Giscard D'Estaing bénéficiait lui d'une cote de confiance de 60 %.



Emmanuel Macron et Édouard Philippe jouissent d'une moins bonne cote de confiance que leurs prédécesseurs lors de leur entrée en fonction. | Visactu

La chute de Mélenchon

Alain Juppé reprend la première place au classement des personnalités (50 %, +6), devant Jean-Yves Le Drian (37 %, +6).

Jean-Luc Mélenchon s'effondre en revanche, avec une chute de 17 points en un mois à 34 %, François Bayrou perd 3 points à 31 % et Marine Le Pen, battue au second tour de la présidentielle, en perd 7 à 25 %.

Enquête réalisée en ligne les 16 et 17 mai auprès de 999 personnes de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas. Marge d'erreur de 1,4 à 3,1 points.



LAPRESSEENREVUE.EU

II) Des socialistes dans la « majorité présidentielle » : une « trahison » pour le MJS de Seine-Maritime

Les Jeunes socialistes de Seine-Maritime se désolidarisent des candidats PS qui se réclament de la « majorité présidentielle » aux législatives de juin 2017. Précisions.



Le Mouvement des jeunes socialistes de Seine-Maritime, ne souhaite pas soutenir les candidats PS qui se disent « majorité présidentielle » pour les législatives de juin 2017. (©archives/RT/Normandie-actu)

Des militants socialistes ne digèrent pas le choix de plusieurs candidats investis par le PS pour les élections législatives de juin 2017, de soutenir Emmanuel Macron et le gouvernement Philippe.

« Forte trahison des militants »

Les Jeunes socialistes de Seine-Maritime ont décidé d'affirmer leur désaccord lors d'un bureau fédéral réuni jeudi 25 mai 2017. Les militants du Mouvement des jeunes socialistes (MJS) ne soutiennent pas ces candidats « investis par les militants du PS, mais se revendiquant comme un soutien de la majorité présidentielle » :

Nous voyons là, une forte trahison des militants socialistes et tout ce que peut représenter notre parti. Il est républicain de vouloir souhaiter le succès du président de la République française, mais la politique qui sera menée par Emmanuel Macron et son gouvernement ne sera ni sociale, ni socialiste.

Dans le viseur des Jeunes socialistes : Marie Le Vern, candidate dans le 6e circonscription de Seine-Maritime, et Valérie Fourneyron, députée sortante de la 1ère circonscription.

Sans demander clairement leur exclusion, le MJS estime que « ce sera aux dirigeants de prendre des décisions justes. Soit de rétablir et reconstruire un parti qui parle pour l'avenir. Soit le laisser se dilapider en laissant à Emmanuel Macron toutes les chances de pouvoir porter son projet de droite », précise Léonard Pochon, animateur fédéral du MJS.

Vers une sanction pour un candidat PS du Calvados ?

Si le patron de la fédération de Seine-Maritime, Nicolas Rouly, s'accommode de cette situation, ce n'est pas le cas de son homologue de Caen, Christophe Le Foll. Les instances du PS sont confrontées au cas d'Éric Vève, candidat dans la 1ère circonscription du Calvados. À l'instar de ses camarades de Seine-Maritime, Éric Vève s'affiche sans complexe « majorité présidentielle ».



Eric Vève @EricVeve
Ce dimanche sur le marché de #Caen #Caen1

Pour Christophe Le Foll, « aucun candidat socialiste ne peut appeler à soutenir le nouveau président de la République ou se réclamer d'une quelconque majorité présidentielle ». Les instances fédérales se réuniront jeudi 1er juin pour discuter du cas Vève.

Le PS pourrait lui ordonner de changer de slogan ou pire, lui retirer son soutien, voire même appeler à voter pour un autre candidat. « Ce qui me désole, c'est que la ligne politique du parti a été tranchée à l'unanimité du bureau national. Les électeurs ne s'y retrouvent plus », peste Christophe Le Foll.

Le 22 mai, le patron du Parti socialiste, Jean-Christophe Cambadélis, avait clairement signifié que le PS n'est pas dans la « majorité présidentielle ».



Jean-Chr. Cambadélis @jccambadelis
... s'affichent avec la majorité présidentielle ce qui n'est pas la position du PS (2/2) #legislatives2017 #le79Inter



Jean-Chr. Cambadélis @jccambadelis
Le BN a eu une position unanime: Nous ne serons pas dans la majorité présidentielle. D'ailleurs M.Macron ne le souhaite pas. #le79Inter

À droite, exclusion sans sommation

Au sein du parti Les Républicains (LR), point de tergiversations. Le jour où Bruno Le Maire, député sortant de la 1ère circonscription de l'Eure, a été nommé ministre de l'Économie, Bernard Accoyer, secrétaire général du parti de droite annonçait son exclusion.

actu.fr/normandie

III) Dans le Nord, des candidats à couteaux tirés pour achever le PS

Par Loup Espargilière

Département, région, fédération, les aubryistes multiplient les revers électoraux. Sur fond de déliquescence du Parti socialiste local, quatre candidats à la succession de l'ex-député Bernard Roman se disputent l'incarnation de la nouvelle politique contre l'ancien monde dans la 1re circonscription du Nord.

Lille (Nord), de notre envoyé spécial. - « Ah, regardez, il y en a plein ! » s'exclame François Lamy à la vue d'un stand de hand spinners, ces toupies à main censées faire office d'anti-stress. Ce mardi matin, le candidat du Parti socialiste dans la 1re circonscription du Nord fait le tour des marchés avec une poignée de militants. « On a toujours des spinners sur nous, on est obligés », s'amuse Dylan, étudiant en droit public, venu tracter dans les travées du marché de Wazemmes, quartier populaire de l'ouest lillois. « François, il en a toujours un dans la poche ! » La faute à une campagne « stressante », en raison notamment du score important d'Emmanuel Macron dans cette circonscription (24,01 % au premier tour de la présidentielle) et des relations frictionnelles avec ses militants locaux : « Ils sont absolument odieux, tempête Dylan. Macron veut supprimer 120 000 fonctionnaires, alors qu'ici il y a beaucoup de gens précaires, au RSA... Ils sont offensifs parce qu'ils n'arrivent pas à occuper le terrain. »

Le terrain, c'est celui, historique pour le PS, de la 1re circonscription du Nord, qui comprend les quartiers de Lille-Centre, Moulins, Lille-Sud, le Faubourg-de-Béthune, et les communes de Loos et Faches-Thumesnil. Un centre-ville aisé, cerné par des quartiers populaires, voire pauvres. Cette circonscription est acquise de longue date aux socialistes. Depuis 1978, date de l'élection à l'Assemblée nationale de Pierre Mauroy, maire iconique de Lille et prédécesseur de Martine Aubry, seule la vague bleue de 1993 aura écarté le PS de ce siège, quatre années durant. En 1997, Bernard Roman

reconquiert la 1re circonscription pour ne la lâcher que 19 ans plus tard. À l'été 2016, il abandonne son mandat moins d'un an avant son terme pour prendre la tête de l'Arafer, l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières, sur nomination de François Hollande. En l'absence de législative partielle, rendue impossible à cause d'un départ effectué moins d'un an avant la fin de son mandat, son siège est resté vacant depuis lors.



François Lamy (gauche) face aux commerçants du marché de Wazemmes © L.E.

Au gré des déambulations de François Lamy et de son équipe, les citoyens listent leurs doléances. « Ce serait bien que Martine Aubry s'intéresse un peu aux marchés ! » lance un maraîcher en apostrophant le candidat. Il s'émeut de l'horaire de fermeture du marché, plus tôt que d'antan. « Certains commerçants n'écoutent que quand ils ont envie d'écouter. Vous venez les voir toutes les semaines et ils disent qu'on vient seulement pendant les élections », confie un peu plus tard François Lamy. Attablé au comptoir d'un café de la halle du marché, ce très proche de la maire de Lille concède son « déficit de notoriété » dans les environs. L'ancien maire de Palaiseau et actuel député de la 6e circonscription de l'Essonne a débarqué dans le Nord en novembre 2014. « Je viens habiter à Lille et je vais militer », avait-il alors déclaré, lors d'une conférence de presse organisée par Martine Aubry, dont il avait été directeur de campagne pour la primaire socialiste trois ans plus tôt. Il avait justifié son choix de déménager tout en restant élu de sa circonscription, arguant qu'il était « député de la nation ».

Cette apparition assez récente à Lille lui vaut d'être taxé par ses opposants de « parachuté ». Un qualificatif que le candidat balaie d'un revers de main : « Ces accusations viennent de certains militants politiques. Pas un seul citoyen ne le me dit. » Martine Aubry, coutumière du renouvellement des effectifs par l'extérieur, n'a jamais caché son intention de voir François Lamy lui succéder à la mairie de Lille en 2020. Ou après. Dans cette optique, un mandat local serait un préalable non négligeable. « La pratique du parachutage apparaît complètement ringarde, comme une espèce de magouille », condamne un militant PS d'une circonscription voisine. « C'est assez clair, elle a déjà dit qu'elle souhaitait que je sois son successeur, rappelle François Lamy. Mais je n'ai pas l'habitude de faire de plans de carrière. Je ne vais pas commencer maintenant. »

Après moult réunions publiques, visites de marchés et porte-à-porte, son insertion locale se passe « plutôt bien » selon lui : « Les gens considèrent que j'ai un regard neuf sur les choses. » Parmi ses atouts, un suppléant, Walid Hanna. L'« homme des quartiers » de Lille, adjoint pendant 16 ans de Martine Aubry chargé de la politique de la ville, au cœur des milieux associatifs, connaît bien les habitants du cru. À la manette du « robinet à subventions », diront ses détracteurs. « C'est une vision méprisante de la politique de la ville, tance François Lamy. Si le FN ne progresse pas autant ici [il a fait 15,46 % au premier tour dans cette circonscription – ndlr], c'est parce qu'il y a eu une politique de mixité sociale et un travail de terrain de Walid Hanna, qui n'a rien à voir avec du clientélisme. »

Les militants des partis adverses ne sont pas les seuls à lui savonner la planche. Les tensions croissent également au sein du PS local. Son investiture a été décidée par la convention nationale du parti et non par un vote des militants. Bernard Charles, adjoint à la mairie et membre de la section Lille-Sud alors en lice pour succéder à Bernard Roman, avait tempêté contre la désignation de ce « candidat de droit divin ». « Résultat, il est chez Macron », assène François Lamy. La grogne sourd aussi de la section de Moulins, celle de Bernard Roman, ennemi intime de Martine Aubry.

La contestation de la légitimité de François Lamy et, à travers lui, de l'hégémonie du courant aubryiste ne cesse de croître à mesure que le temps et les échecs électoraux passent. Les conseils départemental et régional sont perdus par le PS en 2015. François Lamy était de cette dernière campagne, qui a vu la liste PS menée par Pierre de Saintignon se retirer avant le second tour, face à la menace d'une élection du Front national. La même année, la fédération socialiste du Nord est récupérée par les rivaux kannériens, proches de l'ex-ministre des sports, Patrick Kanner. Dernier échec en date pour le courant Aubry : Benoît Hamon, auprès de qui la maire de Lille s'est engagée pendant la campagne présidentielle, n'a recueilli que 10,91 % au premier tour de la présidentielle dans sa ville, quand Jean-Luc Mélenchon caracolait en tête avec 29,92 % des suffrages.

Une nouvelle défaite du camp de la maire de Lille et les cartes de sa succession seraient alors rebattues. Quant à François Lamy, il n'aurait plus aucun mandat électif pendant au moins trois ans. « Si je perds, il faut que je me trouve un boulot ! » plaisante-t-il. Pour autant, il promet qu'il resterait à Lille et s'attellerait au « gros chantier » de reconstruction du PS et de la gauche plus généralement.



François Lamy s'entretient avec des militants insoumis © L.E.

D'un bond de scooter, François Lamy poursuit sa tournée, rejoignant le marché Saint-Sauveur, dans un quartier voisin plus aisé. Des militants de la France insoumise tractent à côté des siens. S'ensuit un échange courtois : « Vous, au moins, vous avez de l'humour, note le candidat PS. Il y en a un de chez vous qui me dit depuis trois ans, à chaque fois que je le croise : « Bonjour, M. le député de l'Essonne ! » La dernière fois, je lui ai répondu : « Bonjour M. le représentant du parachuté dans le Sud-Est ! » »

« Les socialistes ont achevé leur mue libérale durant ce quinquennat dévastateur »

Une poignée d'heures plus tard, ils sont des centaines à attendre, massés devant l'Étoile coffee de la rue du Molinel, l'arrivée du « parachuté du Sud-Est ». « On veut l'embrasser, le demander en mariage ! » exagère tout sourire une mère de famille. Jean-Luc Mélenchon vient passer en revue les troupes du contingent nordiste et leur afficher son soutien. Dans la 1re circonscription, Adrien Quatennens, conseiller clientèle dans l'industrie de l'énergie, a été désigné par la France insoumise. Le score lillois de Jean-Luc Mélenchon et le climat politique semblent augurer du meilleur : « Ça fait une dizaine d'années que la baronnie locale autour de Martine Aubry perd tout, savourez Roland, co-directeur de campagne. S'ils gagnent, ce serait un événement ! »

« Résistance ! Résistance ! » Arrivée de Jean-Luc Mélenchon en compagnie de son candidat. Brève intervention d'Adrien Quatennens, au cours de laquelle il n'épargne aucun de ses principaux concurrents (« François Lamy, pour qui Martine Aubry a bien des projets »). Juché sur un caillebotis, le leader de la France insoumise entame ensuite une longue harangue sur les méfaits du capitalisme sur l'homme et la nature, et vilipende ses adversaires de La République en marche (LREM) : « M. Macron avec sa troupe, cette horde, cette meute, ce ramassis, peut espérer avoir formellement un groupe à l'Assemblée. Mais est-ce que cela fait une majorité ? » Une fois la tempête Mélenchon passée, face à la pincée de journalistes restés sur place, un jeune homme fait une tentative d'esclandre. Maxime Royer, candidat de l'UPR, est venu réclamer un débat public. « Ils n'ont jamais répondu à mes messages ! » se plaint-il d'une voix chevrotante, alors qu'un acolyte le filme avec un appareil photo.



Jean-Luc Mélenchon, venu soutenir son candidat, Adrien Quatennens (à sa gauche) © L.E.

Le lendemain matin, toujours depuis son QG de fortune de l'Étoile coffee, l'insoumis confie qu'il n'a qu'assez peu goûté la plaisanterie. Adrien Quatennens, 26 ans, a commencé sa vie militante lors du CPE en 2006. Il adhère au Parti de gauche après la campagne présidentielle de 2012. Cette année, il mène la sienne pour les législatives « à la débrouille et au système D ». Accommodant, son employeur lui a permis de prendre cinq semaines de congés sans solde. La première place de Jean-Luc Mélenchon n'est pas la seule raison qui le pousse à y croire : « Nous avons énormément investi le terrain. Nous sommes allés voir les gens et nous avons étudié leur situation personnelle, familiale, avons par exemple tenté de voir s'ils avaient droit au RSA et ne le demandaient pas. Nous n'avons pas discuté uniquement de politique. » Résultat : « Des gens qui s'étaient tenus écartés de la politique s'y intéressent à nouveau, voire se sont engagés. »

Les socialistes ne représentent plus une menace pour le jeune homme : « Ils ont achevé leur mue libérale durant ce quinquennat dévastateur. Au niveau local, Martine Aubry a certes fait de bonnes choses. Mais ils ont participé au gouvernement [François Lamy fut ministre délégué à la politique de la ville du premier gouvernement de Jean-Marc Ayrault – ndlr] et sont complètement associés à l'équipe sortante, quoi qu'ils fassent pour s'en démarquer. » Adrien Quatennens moque la mention « de gauche », frappée tel un sceau sur le matériel de campagne de François Lamy : « C'est ridicule. Les gens ne sont plus attachés aux étiquettes. Elles ont été complètement dévoyées. »

Son principal adversaire, c'est donc Christophe Itier (LREM). « Nicolas Lebas [candidat LR-UDI] et François Lamy sont des représentants du vieux monde, qui a été balayé par Macron. Les législatives vont achever ce que la présidentielle a commencé », prédit avec force dédagisme le jeune homme, dont la veste noire est ornée du triangle rouge, cher à Jean-Luc Mélenchon. Il fait de ces élections un « référendum pour ou contre les pleins pouvoirs à Macron ». Il poursuit : « En Marche! est une grande recyclerie. C'est la société civile des gens issus de grands groupes, de DRH, etc. Ça reste du libéralisme, de très vieilles idées dans des habits neufs. »

Non loin de là, les « habits neufs » tractent aux abords du marché Sébastopol. Christophe Itier, entouré d'étudiants dans le vent, s'entretient avec les rares passants. C'est le moment que choisit Adrien Quatennens – qui passait innocemment par là – pour venir au contact. Le candidat LREM a peu apprécié d'avoir été qualifié de « ramassis » par Mélenchon la veille : « C'est pas possible, autant de violence ! » « Ce n'est que de l'art oratoire, des mots ! rétorque l'insoumis. Et le détricotage du Code du travail, c'est pas de la violence ? » Les deux hommes en resteront là.



Passe d'armes entre Adrien Quatennens et Christophe Itier © L.E.

« Une page se tourne »

Rocardien de longue date, membre du PS de 1990 à 2015, Christophe Itier a claqué la porte de la dernière campagne régionale de Pierre de Saintignon, après en avoir été le directeur pendant trois mois : « J'avais proposé qu'il y ait 30 % de membres de la société civile sur les listes. Je suis parti parce que rien n'avait pu être fait. Le PS avait tout verrouillé. » Il se retrouve pourtant à former un duo avec Élisabeth Masquelier, ancienne adjointe PS de la mairie de Loos. Un passage vers En Marche! qui avait alors suscité « incompréhension, déception et interrogation » de la part de la section locale de cette dernière. Une pratique digne du vieux monde dont les macronistes cherchent à s'extraire ? « Je n'ai pas un discours anti-élu, répond Christophe Itier. Ils ne sont pas tous à la recherche du pouvoir. » Il concède toutefois que si certains le rejoignent « pour le projet politique », d'autres le font « par opportunisme ». « Si on pense qu'on peut bouleverser les clivages anciens avec des personnages vierges en politique, c'est de l'utopie, ajoute-t-il. Incarner le renouveau et rassembler, il faut tenir ces deux bouts. » Oracle de la fin de l'hégémonie locale du PS, il considère qu'« une page se tourne », sans oublier d'égratigner François Lamy, « parachuté tout en restant député de l'Essonne, d'ailleurs pas très actif à l'Assemblée nationale ».

Directeur général de la Sauvegarde du Nord, association de protection de l'enfance au poids considérable, passée maîtresse dans les partenariats entre public et privé, Christophe Itier a su bâtir un puissant réseau de figures locales. Le 15 mai 2017, soirée de lancement de campagne : « C'était le Bottin mondain », se souvient un journaliste. Il a également pu compter sur le réseau de ReGénération, mouvement pour la rénovation de la vie politique lancé par huit personnalités, dont Patrick Goldstein, directeur du Samu-Nord, anciennement proche de Martine Aubry, ou encore Pierre Mathiot, ex-directeur de l'IEP de Lille. « Le mouvement ReGénération est né de cette

sourde de figures de la société civile qui ont mal vécu les régionales, explique le candidat. Plusieurs mouvements de la civitech ont lancé la fronde citoyenne, considérant que la démocratie n'était plus représentative. Certaines de nos propositions ont été reprises. On va ériger une loi contre les emplois familiaux. » Bruno Le Maire appréciera.

Directeur de Sciences Po, du Samu... La société civile promue par Christophe Itier ne serait-elle pas celle des gens qui vont bien ? « Celle qui ne va pas bien, il va falloir la réintéresser à la politique. Ça se fera sur le long terme, concède-t-il après un court silence. L'inclusion se fera par la réussite de la revitalisation des territoires, le fait de retrouver de l'emploi, l'amélioration du service public. »



Séance de tractage aux abords du marché Sébastopol © L.E.

Celui qui a quitté les présidences de ReGénération et du Mouves (Mouvement des entrepreneurs sociaux) pour contribuer à la rédaction du programme d'Emmanuel Macron sur l'économie sociale et solidaire, en évitant les accusations de « confusion des genres », abandonnera-t-il la direction générale de la Sauvegarde du Nord en cas de victoire ? « Je devrai d'abord en discuter avec mon conseil d'administration. Il y a débat. D'un côté, le problème de l'agenda, de la disponibilité et la question du cumul, et en même temps il faut garder un arrimage avec la société civile. »

Quid du candidat centriste, Nicolas Lebas, qui lui aussi fait la synthèse entre Les Républicains et l'UDI ? N'y a-t-il pas un doublon dans les candidatures ? « Nicolas Lebas n'a pas franchi le pas de rejoindre la majorité. Il aurait peut-être pu. [...] Il aurait fait un très bon suppléant », raille enfin Christophe Itier.

« Je suis en marche, les yeux ouverts », aime à répéter le candidat investi par l'UDI, son parti et LR, dont est issue sa suppléante, Caroline Boisard-Vannier. Nicolas Lebas, maire depuis 16 ans de Faches-Thumesnil, commune du sud-est lillois, compte s'associer à certaines des réformes promues par le nouveau président, tout en gardant « une distance critique ». Pour autant, il marque frontalement sa différence avec Christophe Itier et la « certaine vacuité » de ses propos : « Je n'ai pas entendu le début d'une analyse ou d'un diagnostic du territoire de sa part. Pourtant, c'est d'une logique évidente : on envoie au Parlement des gens qui connaissent le terrain. »



Depuis le local de campagne de Nicolas Lebas © L.E.

Cinquante ans qu'il vit entre Lille et Faches-Thumesnil, dont seize passés dans son fauteuil de maire. Une longue expérience qu'il brandit pour se démarquer de son rival direct. Il peut également s'enorgueillir d'avoir déjà fait chuter le PS en prenant la mairie de sa commune après 24 ans de municipalité socialiste : « Tous les mandats que j'exerce, je suis allé les chercher avec les dents. »

Celui qui avait pris position pour Alain Juppé pendant la primaire va tenter de faire oublier le modeste score de François Fillon dans la circonscription (13,56 %). C'est bien pour le PS local que Nicolas Lebas réserve ses plus grosses cartouches. Il se dit « estomaqué » par l'abandon de poste tardif de Bernard Roman, qui a empêché la tenue d'une législative partielle – « Christophe Itier était encore inconnu il y a un an. C'est moi qui aurais été élu ! » –, ou encore « sidéré » par l'attitude de Martine Aubry, qu'il accuse de tenter de trouver un mandat à François Lamy qui ferait office de « marchepied pour la ville ». « Avec les nouvelles règles sur le cumul des mandats, si François Lamy lâche son siège de député pour la mairie, c'est Walid Hanna qui deviendra automatiquement député. » Il n'a pas de mots assez durs pour le coup à quatre bandes qu'il soupçonne le PS de vouloir réaliser : « Ça ne marche plus comme ça, ce sont de vieilles recettes. »



Nicolas Lebas © L.E.

À propos de vieilles recettes, le maire, qui assure avoir déjà préparé sa succession à la municipalité, est-il prêt à abandonner également la vice-présidence du Conseil régional des Hauts-de-France ? Pour l'heure, il s'agit « d'un cumul permis par la loi [...]. C'est utile, pour ne pas être complètement hors-sol. La question se posera si je suis élu ». Dont acte.

mediapart.fr

IV) Valls, Le Maire, Mélenchon, Vallaud-Belkacem : leurs chances de victoire aux législatives selon les sondages



Patrick AVENTURIER/Gamma-Rapho/Getty Images

Au niveau national, La République en marche devrait obtenir la majorité absolue suite aux élections législatives. Mais qu'en est-il de Manuel Valls, Bruno Le Maire, Jean-Luc Mélenchon et Najat Vallaud-Belkacem, quatre personnalités qui jouent gros ?

A deux semaines du premier tour des élections législatives, la dynamique reste forte en faveur de La République en marche (LREM). Emmanuel Macron devrait donc obtenir une majorité à l'Assemblée et ainsi ne pas rencontrer de soucis pour gouverner dans les mois qui viennent. Selon le dernier sondage en date, 29% des Français souhaitent voir le parti du chef de l'Etat remporter le scrutin de juin. 17% préfèrent le Front national, 15% Les Républicains (LR), 14% La France insoumise (FI), 5% le PS, 4% Debout la France et 3% EELV, d'après cette étude Odoxa pour L'Express, France Inter et la presse régionale.

Lorsqu'on regarde les intentions de vote aussi, il semble quasiment acquis que Emmanuel Macron bénéficiera d'une majorité absolue après les élections. Selon le sondage OpinionWay-Orpi pour Les Echos et Radio classique du 25 mai, 28% des Français (+1 point par rapport au 18 mai) voteraient pour LREM au premier tour, offrant ainsi 310 à 330 sièges au parti. 20% apporteraient plutôt leur suffrage à LR-UDI (140 à 160 sièges), 19% au FN (10 à 15 sièges), 15% à La France insoumise (20 à 30 sièges avec le PCF), 10% au PS (25 à 30 sièges).

Sur le terrain, plusieurs personnalités jouent leur avenir politique avec ces législatives. Les nouveaux ministres d'abord, qui doivent remporter le scrutin s'ils souhaitent conserver leur place au gouvernement. Mais également des hommes et femmes politiques d'envergure nationale dont la bataille est particulièrement scrutée. Voici ce que l'on sait déjà sur quatre circonscriptions à fort enjeu :

1ère circonscription de l'Essonne.

Pour cette élection, Manuel Valls a un boulevard devant lui : La République en marche et le PS ont décidé de ne pas investir de candidat face à lui, laissant le champ libre à l'ancien Premier ministre à Evry où il est systématiquement réélu depuis 2002. Et pourtant... D'après un sondage Ifop-Fiducial pour le JDD et Sud Radio (22-23 mai), Manuel Valls est en difficulté. Au premier tour, il réunirait 30% des suffrages, contre 26% pour Farida Marani (La France insoumise), 12% pour Danielle Oger (FN) et 12% pour Caroline Varin (LR-UDI). Au deuxième tour, il est pour l'instant impossible de départager les deux candidats de tête.

1ère circonscription de l'Eure.

Bruno Le Maire joue son poste de ministre de l'Économie avec ce scrutin. Mais a priori, pas d'inquiétude pour le député sortant. Un sondage Ifop-Fiducial pour le JDD et Sud Radio (22-24 mai) le donne gagnant à 76% face à la candidate frontiste Fabienne Delacour à 24%. Au premier tour, il recueillerait 48% des voix contre 20% pour Fabienne Delacour, 16% pour Michaël Depres (FI), 7% pour Coumba Dioukhane (LR)... et seulement 3% pour Laetitia Sanchez (EELV soutenue par PS).

4e circonscription des Bouches-du-Rhône.

L'implantation de Jean-Luc Mélenchon à Marseille va-t-elle être couronnée de succès ? Rien ne semble tout à fait tranché... Au premier tour, le leader de La France insoumise fait la course en tête avec 38% des intentions de vote, selon un sondage Ifop-Fiducial pour le JDD et Sud Radio (17-18 mai). Il est suivi par Corinne Versini (LREM) à 24%, Patrick Mennucci (PS-EELV) à 13% et Solange Biaggi (LR-UDI) à 10%. Des chiffres décevants aussi pour le candidat socialiste qui pourrait perdre son siège. Au second tour, Jean-Luc Mélenchon l'emporterait face à lui (61%-39%) comme face à Corinne Versini (53%-47%).

6e circonscription du Rhône.

Najat Vallaud-Belkacem fait face à la vague LREM... A Villeurbanne, elle se présente contre le médiatique entrepreneur Bruno Bonnell. Ce dernier devrait remporter l'élection d'après un sondage Ifop-Fiducial pour le JDD, Sud Radio et Lyon Capitale (16-18 mai) avec 60% des suffrages au second tour, contre 40% pour l'ancienne ministre socialiste. Dans le cas d'un duel avec le candidat de La France insoumise, Laurent Legendre, il l'emporterait avec deux points supplémentaires. Au premier tour, Bruno Bonnell obtiendrait un score de 30 %, Najat Vallaud-Belkacem de 19%, Laurent Legendre de 17%, Emmanuelle Haziza (LR-UDI) de 13% et Stéphane Poncet (FN) de 12%.

1) «Phobie administrative» : Thomas Thévenoud condamné à trois mois de prison avec sursis

Par Mickaël Deneux , AFP, Reuters Agences



Thomas Thévenoud en février 2017, crédits photo : MARIN BUREAU/AFP

L'éphémère secrétaire d'État de François Hollande et son épouse ont été sanctionnés par la justice pour avoir déclaré en retard leurs revenus entre 2009 et 2013, et même ne pas les avoir déclarés du tout en 2012.

L'ex-ministre de François Hollande Thomas Thévenoud a été condamné à trois mois de prison avec sursis, ainsi qu'à un an d'inéligibilité pour fraude fiscale par omission déclarative intentionnelle. Son épouse Sandra, qui était chef de cabinet du président du Sénat, a elle aussi été condamnée à trois mois de prison avec sursis par le tribunal correctionnel de Paris.

La justice reproche à l'éphémère secrétaire d'État au Commerce extérieur ainsi qu'à son épouse Sandra d'avoir déclaré en retard leurs revenus entre 2009 et 2013. Et même de ne pas les avoir déclarés du tout en 2012. Ils avaient régularisé leur situation en 2014 et se sont acquittés de 20.000 euros de pénalités.

Manquement au devoir d'exemplarité

Si les peines infligées sont moins sévères que celles qui avait été requises, le tribunal n'en a pas moins estimé que la répétition des faits reprochés au couple était bien constitutive d'un caractère intentionnel et d'une volonté frauduleuse.

Il a en outre considéré que les fonctions occupées à l'époque des faits par Thomas Thévenoud, alors spécialiste à l'Assemblée nationale de la lutte contre la fraude, et par son épouse, chef de cabinet du président du Sénat, étaient des faits aggravants.

Ce manquement à leur «devoir d'exemplarité» est un «fait grave» mettant en cause le lien entre les citoyens et ceux qui les représentent, a souligné le président du tribunal, pour qui cela justifie une sanction pénale en plus des sanctions fiscales déjà infligées au couple.

«Phobie administrative»

L'ascension politique de Thomas Thévenoud a été brisée net par cette affaire. Avec neuf jours au gouvernement, il est le ministre le plus éphémère de la Ve République, avec Léon Schwartzberg en 1988, ministre délégué à la Santé du gouvernement Rocard.

Quelques jours après sa démission début septembre 2014, Le Canard enchaîné avait révélé en outre des impayés de loyer de l'ancien secrétaire d'État dans son appartement parisien. Le parlementaire avait dit à l'hebdomadaire souffrir de «phobie administrative». Une «bêtise» qui a fait rire la France entière, «mais ça existe», avait-il déclaré à son procès, racontant avoir reçu des dizaines de témoignages de gens pour qui les démarches administratives sont difficiles.

L'affaire tombait d'autant plus mal pour l'ancien chef de l'État, François Hollande, qu'elle suivait de peu le scandale du compte à l'étranger du ministre du Budget, Jérôme Cahuzac, champion affiché de la lutte contre la fraude fiscale, contraint, lui aussi, à la démission, le 19 mars 2013. Le ministère public avait requis le 19 avril un an de prison avec sursis et cinq ans d'inéligibilité contre Thévenoud et six mois de prison avec sursis contre sa femme.

Député (ex-PS) sortant de Saône-et-Loire, Thomas Thévenoud, 43 ans, a annoncé récemment qu'il ne se représentait pas aux prochaines législatives et qu'il arrêterait la politique. Présents au délibéré, ni Thomas Thévenoud ni son avocat Martin Reynaud n'ont souhaité s'exprimer.

LE FIGARO · fr

2) Mort de Rémi Fraise : Cazeneuve veut porter plainte contre Mélenchon

Le candidat aux législatives à Marseille a une nouvelle fois accusé l'ancien ministre de l'Intérieur de "s'être occupé de l'assassinat de Rémi Fraise".

Source AFP-Le Point.fr



Bernard Cazeneuve a dénoncé les "accusations abjectes" de Jean-Luc Mélenchon à son encontre. © JACQUES DEMARTHON / AFP

Pour l'ancien Premier ministre, Jean-Luc Mélenchon a dépassé les bornes. Bernard Cazeneuve a annoncé qu'il allait « porter plainte » contre le leader de La France insoumise. En cause, de nouveaux propos très virulents au sujet de la mort de Rémi Fraise en fin de semaine à Marseille. Selon Cazeneuve, ils relèvent de la « diffamation ».

À Marseille, le candidat aux législatives dans la 4e circonscription a accusé l'ancien ministre de l'Intérieur d'être responsable de la mort de Rémi Fraise lors d'une réunion publique. « Cazeneuve, le gars qui s'est occupé de l'assassinat de Rémi Fraise. Le gars qui a fait gazer, matraquer toutes les manifestations et qui prend maintenant sa tête de petit sainte-nitouche pour dire que c'est moi qui ne sais pas choisir entre le Front national et je sais pas qui », a lancé Jean-Luc Mélenchon devant son auditoire et les caméras de l'émission C politique sur France 5.

Bernard Cazeneuve avait dénoncé la « faute politique et morale » commise selon lui par Jean-Luc Mélenchon qui n'avait pas « appelé clairement à voter » pour Emmanuel Macron face à Marine Le Pen.

Des « accusations abjectes »

« Coutumier de l'outrance et de l'abaissement du débat public, Jean-Luc Mélenchon a franchi la frontière de la diffamation, a réagi dimanche soir Bernard Cazeneuve dans un communiqué. Par ses propos à mon sujet, il démontre que l'insulte est devenue son mode de pensée et d'expression.

« Parce que je crois que le débat d'idées implique du respect et doit prévaloir sur l'invective, la manipulation et le mensonge, j'ai décidé de porter plainte contre Jean-Luc Mélenchon pour diffamation », a ajouté celui qui est le

chef de file du PS pour les législatives des 11 et 18 juin.

Vendredi, l'ancien chef du gouvernement avait déjà dénoncé le « discours de haine » et les « accusations abjectes » de M. Mélenchon. Lors d'un meeting mercredi à Paris, l'ancien candidat à la présidentielle s'en était vivement pris à M. Cazeneuve, ce « type » qui « ose la ramener avec son costume de bedeau. Oui, le bedeau du capital et de ce gouvernement ! Qui est-ce qui a tué Rémi Fraise sauf erreur ? C'est pas moi ? non ? »

Rémi Fraise est un jeune militant écologiste tué en 2014 par le jet d'une grenade de gendarmes près du chantier controversé de retenue d'eau à Sivens (Tarn), alors que M. Cazeneuve était ministre de l'Intérieur.

Des « propos indignes »

Le Parti socialiste a condamné dimanche les « propos diffamatoires et volontairement provocateurs » de Jean-Luc Mélenchon à l'encontre de Bernard Cazeneuve, jugeant que le leader de La France insoumise recourt à « des méthodes que ne réproverait pas l'extrême droite sur Internet ». Ce lundi, Jean-Christophe Cambadélis a soutenu l'action de l'ancien Premier ministre : « L'action en justice est nécessaire et je la soutiens », a-t-il déclaré sur Franceinfo. « Il traite Bernard Cazeneuve d'assassin ! Franchement, qu'est-ce que c'est que ces propos ? On accuse le Premier ministre d'avoir assassiné ? On est où là ? Il faut à un moment donné que Jean-Luc Mélenchon redescende sur terre. Il faut qu'il retire ces propos », a-t-il exhorté, estimant qu'« à un moment donné, il faut savoir qu'on a été trop loin ».

L'ancien Premier ministre également reçu le soutien du porte-parole de La République en marche : « Il a raison Bernard Cazeneuve, ce sont des propos indignes d'un responsable politique, qui montrent sans doute une grande fébrilité, a affirmé Benjamin Griveaux. Jean-Luc Mélenchon l'avait démontré avec beaucoup de confusion dans l'entre-deux-tours, à ne pas vouloir choisir entre l'extrême droite d'un côté et un parti qui est fidèle aux valeurs de la République de l'autre. » « Et là, il démontre à nouveau que, sans doute, la blessure égotique du premier tour de la présidentielle, le fait qu'il n'était pas qualifié pour le second, aujourd'hui se transforme en des propos de tribunes qui sont des insultes, des attaques graves. J'espère qu'il sera condamné. »

lepoint.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

3) Législatives/Deux-Sèvres: Batho, candidate PS poursuit en diffamation sa rivale LR



Par AFP



Delphine Batho La Rochelle Université d'été 2014/ PER G.Diez

L'ex-ministre et députée socialiste Delphine Batho, candidate PS à sa réélection dans la 2e circonscription des Deux-Sèvres, a...

L'ex-ministre et députée socialiste Delphine Batho, candidate PS à sa réélection dans la 2e circonscription des Deux-Sèvres, a décidé de poursuivre en diffamation sa rivale LR-UDI, Séverine Vachon, a annoncé lundi l'avocat de Mme Batho, Me Gaëtan Fort.

"Un tract de la candidate LR (...) contient des propos gravement diffamatoires à l'égard de Mme Batho,

affirmant qu'elle disposerait d'un +chauffeur et logement de fonction+ et qu'elle ferait du +clientélisme+", indique Me Fort dans un communiqué.

Mme Batho, 44 ans, qui brigue un troisième mandat de députée, "a donc décidé (...) de déposer plainte" auprès du parquet de Niort "à l'encontre de la candidate LR sur la 2ème circonscription", précise l'avocat.

Delphine Batho avait été pour la première fois élue aux législatives de 2007 dans les Deux-Sèvres pour succéder à Ségolène Royal, avec 57,42% des suffrages. Elle fut, durant la législature 2007-2012, vice-présidente du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, chargée de la sécurité.

Aux législatives de 2012, l'ex-militante de SOS Racisme avait été réélue dès le premier tour avec 53,18% des suffrages dans la 2ème circonscription des Deux-Sèvres.

Le 2 juillet 2013, le président François Hollande avait mis fin aux fonctions de cette ancienne ministre des gouvernements Ayrault I et II, en tant que ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie à la suite d'une interview dans laquelle elle qualifiait de "mauvais" le budget 2014 de son ministère et avouait sa "déception à l'égard du gouvernement".



V) Snobée par Edouard Philippe, Nathalie Kosciusko-Morizet est devenue « hystérique »

Par La rédaction



© LIONEL URMAN / BESTIMAGE

Interrogée par l'Obs, Nathalie Kosciusko-Morizet explique que le premier ministre Edouard Philippe ne lui a pas proposé de poste au gouvernement, ce qui selon un proche l'aurait vivement fait réagir.

Non, Nathalie Kosciusko-Morizet n'a pas été appelée par Edouard Philippe pour rejoindre son gouvernement. La députée de l'Esonne a-t-elle été écartée, jugée pas assez fiable par le nouveau président de la République Emmanuel Macron ? Interrogée par l'Obs, l'intéressée explique : "Je n'ai rien demandé et on ne m'a rien proposé formellement." Au magazine, elle explique qu'elle ne se serait "pas posé la question" si le premier ministre lui avait proposé un poste à l'Éducation ou à la Défense.

Si elle ne s'étale pas sur le sujet dans les colonnes de l'hebdomadaire, un proche confie toutefois que cette nouvelle l'a fait sortir de ses gonds. "Après l'annonce, elle était hystérique", soutient un élu de l'hôtel de ville de Paris. Sa non-élection à la tête d'un ministère ravit toutefois les membres de son parti Les Républicains. "Elle a brûlé tous ses vaisseaux, déclare un membre. C'est la spécialiste mondiale de la trahison. Mais c'est la première fois qu'elle trahit et que cela ne marche pas! »

"Il semble que mon nom ait circulé"

Pourtant, Nathalie Kosciusko-Morizet confiait dans une interview accordée au Figaro mercredi 24 mai : "Il semble que mon nom ait circulé pour le ministère de la Défense. Peut-être est-ce parce que le bruit courait déjà à ce moment-là que ce portefeuille reviendrait à une femme ?"



A Suivre...
La Presse en Revue

LAPRESSEENREVUE.EU